

Chronique. 8. Point de vue 2M.

Et toujours à propos de l'eau.

Bel euphémisme que de dire qu'on fête l'eau à l'occasion de la journée mondiale de l'Eau décrétée par l'assemblée générale des Nations –unies le 24 mars de chaque année.

Comme pour le 8 mars pour la « journée de la femme », en guise de fête, il s'agit d'attirer l'attention sur les problèmes, les questions de droits et de respect de ce que nous voulons fêter.

La gravité de la disponibilité de cette ressource vitale est un problème mondial. Le réchauffement climatique, la fonte des glaciers, la faiblesse et l'irrégularité des précipitations de pluie et de neige, les déforestations massives, l'agriculture et les élevages industriels intensifs, les abus dans l'usage des produits chimiques et les standards imposés aux produits par le marketing excessif et les cycles spéculatifs, ont bien fini par engendrer, en un demi-siècle, une spirale infernale. Plus que du stress hydrique, des catastrophes en cours et en perspective.

La situation est plus préoccupante dans les zones semi-arides comme le Maroc.

L'histoire du Maroc est fortement marquée par les problèmes liés à l'eau.

Les mobilités des populations, les flux et les reflux des tribus et les guerres tribales, sont liés à la quête de la domination des ressources en eau, des pâturages et des terres arables.

Ces montées inexorables des populations du sud vers le nord, de l'est vers l'ouest, des montagnes et des déserts vers les oasis et les plaines, sont motivées par les conflits et les luttes pour l'eau.

Sans aller jusqu'à dire qu' «au Maroc gouverner, c'est pleuvoir »i il faut sans cesse revenir à la politique de l'eau.

Le génie et la gestion participative chez les peuplades dans les régions arides et semi-arides ont permis de mettre en place des systèmes prodigieux de captation, de canalisations et de partage des eaux. Les ingénieries des « khetaras » et de « l'aghroure » constituent une véritable maîtrise de la rareté de l'eau.

« Il suffit de parcourir les palmeraies, d'Erfoud à Rissani, pour se rendre compte qu'il y a réellement un « drame du Tafilalet » ; Ce drame, c'est la mort lente

d'une région qui fut autrefois extraordinairement prospère, si prospère que les hommes y furent attirés de tous les coins de l'Afrique et même de l'Arabie...le Tafilalet atteignit l'apogée de sa fortune au XII^{ème} siècle avec la plantation de sa palmeraie : l'agonie de celle-ci a marqué le début de son déclin... C'est que le Tafilalet se dessèche lentement. » (Cahiers de la modernisation rurale. Tafilalet-Robert Jambardan. Avril 1948.)

Depuis, les choses ne se sont pas fondamentalement améliorées, bien au contraire : Les pressions démographiques, les changements dans les modes de consommation, l'urbanisation croissante et les modes successifs d'exploitation des sols et des ressources en eau, ont progressivement réduit les disponibilités des ressources. Les besoins explosent sans cesse et les ressources s'épuisent inexorablement.

Il convient de souligner également des erreurs de gestion et des choix risqués qui ont bien servi la cupidité des uns et accentué la précarité des autres.

La pollution de l'air, des sols et des nappes phréatiques conjuguée à l'inconscience des hommes ont davantage accentué le phénomène.

On pêchait autrefois, pas si loin que cela, le succulent poisson la « grande Alose », en période de reproduction, dans les embouchures des fleuves du Sebou à Mehdia et du Bouregrag à Rabat –Salé !

Pendant les années soixante, il y avait plus de 2500 mètres cubes d'eau par habitant, contre moins de 650 en 2021 ce sera moins de 500 à l'horizon 2030 ! bien entendu, la population n'était pas la même, mais il y a néanmoins danger en la demeure. En 1960, il y avait 11,6 millions d'habitants au Maroc comparativement à 2022 avec 36,6 millions d'habitants et une densité de 83 habitants au kilomètre carré.

Tous ces indicateurs de précarité, de tendance inéluctable à l'épuisement n'ont pas modifié en profondeur toutes les politiques de l'eau et celles liées à l'eau.

Il y a une espèce de fatalité culturelle de croire que l'eau est inépuisable.

N'allons pas si loin : le « Maroc vert » est bien pire qu'un euphémisme. Produire et exporter toute l'année des produits qui sont en fait de l'eau condensée, pose problème. Les fameuses théories des avantages comparatifs, quand elles sont bien comprises, n'impliquent pas de sacrifier l'avenir et les structures aux gains financiers et aux étincelles luisantes des recettes conjoncturelles en devises.

Lorsque des habitants sont contraints de boire de l'eau saumâtre cependant que les grandes exploitations modernisées vendent des pastèques, des agrumes, des primeurs, des avocats et autres fleurs, concombres, tomates et poivrons toute l'année, ce n'est pas de la rationalité ; c'est bel et bien une hypothèque de l'avenir collectif. Les ressources en eau ont diminué de 59% en 2020-2021.

Le rapport du GRIEC (groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat) tire la sonnette d'alarme, y compris pour le Maroc.

Le Maroc vient de mettre en place des mécanismes et des financements dans le cadre du nouveau paradigme :

- Des mesures ciblées au profit des bassins versants en détresse comme la Moulouya, Oum-rabii et Tensift.
- Des stations de dessalement de l'eau de mer. Avec quels coûts-avantages en achats de technologies et en consommation d'énergie ? et quelle énergie ?
- Des financements en mars 2022 dans le cadre de « generation green » : un prêt de 180 millions de dollars par la Banque mondiale, un prêt de la BERD de 163 millions d'euros pour la « ligne marocaine pour l'économie verte » et un prêt de 1 milliard de dollars sur deux ans de la BAD pour des objectifs similaires.

J'ose espérer que tout cet arsenal, institutionnel et financier, puisse améliorer la situation de la campagne, de l'agriculture et de toute la population.

Je reste persuadé que seules des politiques structurelles globales et intégrées, qui lient l'agriculture, le niveau de vie, les relations agriculture – industrie et ville - campagne, sont susceptibles de changer sensiblement la trajectoire vers d'autres choix moins spéculatifs et plus humains dans la cohésion et la durée du bien-être collectif.

Il s'agirait en somme de repenser la problématique de l'eau dans les choix de développement du projet marocain de société !

Driss KHROUZ.

2 Avril 2022.